



SYNDICAT **I**NTERREGIONAL **F**INANCES

FLANDRES – **A**RTOIS – **P**ICARDIE

Le CH'TI DOUANIER

Le Journal de la Section des DOUANES de LILLE/VALENCIENNES
& END de TOURCOING

N° 11

15 février 2010

Financé par les cotisations des Adhérents

CTPS DR de Lille du 9 février 2010

DECLARATION LIMINAIRE

Monsieur le Directeur,

Contraints et le cœur lourd, nous sommes venus siéger à ce CTPS qui va entériner la disparition du STA de Lille.

Au cours des groupes de travail préparatoires, nous avons démontré que ce service allait être supprimé au nom d'une logique de pure gestion immobilière et financière.

Un à un, nous avons démonté les arguments tronqués ou incomplets que vous avez avancés.

Nous vous avons averti que, loin de générer des économies, cette opération allait à terme s'avérer coûteuse et contre productive. En reprenant les termes d'un membre de la parité administrative, vous nous lancez dans «l'aventure STA» en sachant que nous allons droit dans le mur.

Nous l'avions dénoncé en son temps, la suppression de l'échelon motard de Lille était une erreur.

Avec celle du STA de Lille, vous vous apprêtez à la répéter, mais là sans retour possible.

Nous savons que le STA n'est que le premier des services de la DR qui va pâtir de la logique d'agence immobilière qui prévaut désormais à la D.I de Lille.

A terme, vous allez détruire la capacité opérationnelle des services... mais les comptes financiers seront bons.

La CFDT rappelle son attachement à un service public de qualité, efficace et doté de moyens adaptés.

Vous êtes semble-t-il bien loin de cet état d'esprit.

La CFDT exige que les agents soient traités avec respect et que les impacts sociaux des «opérations immobilières» à venir soient justement pris en compte. Une fois de plus, nous demandons que les futurs «re-localisés» bénéficient d'un plan d'accompagnement au moins aussi favorable que celui de la réforme du dédouanement.

Nous vous l'avons déjà demandé à deux reprises.

A deux reprises vous nous avez renvoyé à la DG.

Nous voulons aujourd'hui des réponses claires et précises.

Le sentiment d'insécurité qui va désormais prévaloir dans les services de la DR de Lille, ne sera pas, vous vous en doutez, propice à la motivation.

Qu'il est loin l'esprit de CAP 2012, à moins que cela ne soit qu'une nouvelle publicité mensongère?

Concernant l'implantation de nouveaux services à Lesquin CRD:

- La TIPP :

Quid de la répartition du personnel (deux au mandatement à la DI, un au national au BFCI de Lille), et combien à Lesquin en tenant compte des deux effectifs de Valenciennes sachant que le nouvel espace réservé est de 89,5 m2 ?

Quid de la date de début des travaux et l'estimation du transfert effectif ?

Quid des archives ?

Dans le compte rendu du GT administratif du 26/11/09, il est stipulé que chaque agent de la TIPP sera reçu individuellement, mais actuellement seuls trois agents sur douze ont été consultés.

Enfin, nous rappelons la revendication évoquée plus haut quant au plan d'accompagnement social sur les délocalisés.

- La division de Lille:

Quatre agents pour environs 110m2 ?

Y aurait il plusieurs catégories de restructurés ?

Il semble évident que certains sont privilégiés !

- Le local syndical :

Son implantation dans le prolongement du service des procédures ne semble pas judicieux. Ce service a besoin lui aussi d'une salle pour recevoir les entreprises dans un climat serein. Si vous tenez compte de cette remarque, où comptez vous placer la salle syndicale ?

Quant à l'aménagement à titre général, pourquoi ne pas garder les deux chambres actuelles pour le personnel en RTS ?

Quid du local informatique où se trouve le serveur ?

Quid du local social où peuvent manger certains jours jusqu'à 24 personnes ?

Alors, avec le personnel nouvellement implanté, ça promet !

Enfin, nous attendons les informations sur l'implantation d'un échelon motards à Lille (implantation, effectifs, locaux).

Dans un autre domaine, nous voulons dénoncer une nouvelle fois le traitement réservé aux agents de l'ex DR de valenciennes.

Depuis leur intégration dans la DR de Lille, les agents de la division de Valenciennes attendent toujours l'égalité de traitement avec leurs collègues de Lille, soit 12 minutes/jour de travail en moins et les autorisations d'absences supplémentaires.

Valenciennes encore, puisque les agents de la surveillance n'ont toujours pas reçu leur habillement commandé il y a un an alors que la commande 2010 doit commencer la semaine prochaine !! Nous vous avons déjà interpellé lors de groupe de travail et nous attendons désormais des réponses. De plus, nous demandons comme dans d'autres régions à bénéficier du vestiaire dit «montagne» de base qui permet une protection thermique plus efficace aux agents.

Valenciennes encore et toujours : dans le cadre d'un programme de prévention de l'alcoolisme, des fontaines à eaux avaient été installées dans les services. Sans aucune information préalable du personnel ou des organisations syndicales, ces fontaines sont en cours de démontage, le contrat ayant été semble t il dénoncé. Nos décideurs auraient ils loupé les formations «management», à moins qu'il soit nécessaire d'en faire redoubler certains ! Nous dénonçons une nouvelle fois ces méthodes.

La brigade de Saint-Aybert attend toujours la réfection de sa toiture, ce qui éviterait des effondrements quotidiens de morceaux de plafond mouillés sur les agents et le matériel informatique.

La douane est composée de femmes et d'hommes qui méritent le respect.

Nous ne sommes pas que des chiffres «ETPT».

La CFDT vous le rappellera aussi souvent que nécessaire.

Enfin, nous attirons une nouvelle fois votre attention sur la situation et l'évolution des effectifs au bureau de Valenciennes CRD où une bonne moitié du personnel part en retraite d'ici deux ans.

Les représentants CFDT

Compte-rendu du CTPS-DR

C'est pas moi, c'est le DI !

L'administration a développé une nouvelle stratégie de morcellement du pouvoir décisionnel afin de tenter de diluer les effets dévastateurs des fermetures, restructurations ou encore déménagements de services.

Les représentants du personnel ont encore été témoins de cette volonté de «saucissonner» les décisions et les mesures prises pour empêcher les OS de mettre ces responsables face à leurs contradictions.

Après la lecture des déclarations liminaires, le directeur régional a tenté de répondre à nos questions, mises en garde et inquiétudes (voir déclaration liminaire).

Une chose est sûre : la dialectique et le verbiage ne lui sont pas étrangers.

Réponses aux déclarations liminaires :

- Des différences d' horaires décalés entre les divisions de Lille et Valenciennes ? Pas de problème: un Conseil de Direction spécial SURV s'en occupera bientôt !
- Les fontaines à eau obtenues autrefois dans l'Est du département disparaissent ? C'est uniquement pour des raisons budgétaires et donc, il faut voir avec la DI !
- Finalement la fermeture du STA, c'est comme pour les fontaines à eau : c'est aussi budgétaire et c'est donc une volonté du DI !
- 50% de départs en retraite dans les 2 ans au CRD de Valenciennes ? Pas de problème, au fur et à mesure, nous agissons via le tableau de mutation ! Rien ne sert de courir et d'anticiper ! Par contre les agents en «CET» ne pourront être remplacés avant leur départ effectif en retraite, appel possible alors à Paris-Spé.
- Les observatoires en péril entraîneront un changement des méthodes de travail et une baisse prévisible des résultats ? Nous sommes du même côté, il y a une réunion avec les Belges et les autres autorités en mars où nous résisterons, et pour Saint-Aybert, la partie n'est pas encore perdue car le débat est encore en préfecture ! Il ne faut pas s'alarmer même si la DRIRE vient prendre des mesures !
- Un maître chien en trop à Cambrai et désormais un en moins à Saint-Aybert : ce n'est qu'une erreur «technique» de la DG !
- La commande de vêtements 2009 de la division de Valenciennes n'est pas encore arrivée ! C'est là aussi une autre erreur «technique», nous avons agi : la commande devrait arriver dès février mais les livraisons seront échelonnées!
- Concernant les problèmes de toiture de St Aybert, 60.000€ ont été budgétisés pour effectuer les travaux.

Sur ces «bonnes» nouvelles qui nous rassurent à moitié, passons donc à l'ordre du jour :

-Le premier point de l'ordre du jour abordé est le transfert de la cellule TIPP vers le bureau de Lesquin.

Il y a tout d'abord une volonté de l'administration et ceci pour des raisons juridiques de séparer le mandatement et le traitement des dossiers. 2 emplois vont donc rejoindre la DI concernant la TIPP intra-communautaire et 1 autre ira rejoindre les collègues du port fluvial pour traiter la TIPP nationale, les 7 autres seront affectés à la TIPP de Lesquin. Le directeur a jugé bon de nous donner les plans des futurs aménagements du bureau de Lesquin mais il fallait comprendre «que pour info !». Nous les avons cependant logiquement étudiés et avons donc dénoncé copieusement l'incohérence complète dans la nouvelle répartition de l'espace du RDC et du sous-sol du bureau. L'immobilier étant du ressort du DI «renvoi dans les 18 mètres» du DR : C'est pas moi, c'est lui ! Et donc il faudra traiter ce dossier sensible lors du CTPS-DI du 24/02/2010. Il n'y a bien sûr pas eu de groupe de travail préalable avec les OS, dont certains représentants travaillent quand même à Lesquin, pour recueillir de bonnes idées du «terrain». La chef divisionnaire avait également fait une contre-proposition, bâtie avec le chef de service de Lesquin, mais le DI n'en a pas du tout tenu compte pour des raisons «qui le regardent» dit le DR, ce qui ressemble fort à un rappel à l'ordre à la Chef Divisionnaire qui a tenté d'exprimer son opinion, on ne discute pas les décisions. D'autre part, seuls 3 agents ont été reçus par la chef de service, les autres le seront après ce CTPS... «nous avons le temps» car pour les travaux, la date reste inconnue, les plans donc du ressort du DI n'ont pas encore été discutés avec les OS, l'accompagnement social c'est la DG et le top départ de tous ces changements n'est pas non plus fixé. Les OS ont évidemment voté CONTRE ce transfert vu les conditions dans lesquelles il nous est proposé.

- Nous avons abordé, ensuite, la suppression du STA.

Malgré notre argumentaire précis et détaillé quant à l'indispensable pérennisation du STA, la pure logique immobilière a frappé et ce service disparaîtra sur l'autel de l'économie budgétaire avec toutes ses connaissances, son professionnalisme et sa disponibilité. L'administration va signer un contrat avec une enseigne privée (le garage Darbo) mais aussi avec le SGAP (service entretenant tous les véhicules de la Police : ~2500 !)

La future intervention de ce service sur nos véhicules se fera contractuellement dans un délai de 15 jours sauf impératifs de service !!!!

Le chef de service du STA a été reçu par le DR et a porté officiellement les desideratas des agents actuellement en poste en vue d'une future affectation.

En attendant, et nous les comprenons, les malheureux agents du STA ont d'ores et déjà fait savoir qu'ils arrêtaient donc immédiatement leur aimable volontariat dans le démontage hors des heures d'ouverture des «véhicules suspects». Ils auront de toute façon désormais 12 mois pour quitter les lieux...

Les Organisations Syndicales ont bien sûr voté CONTRE la suppression de ce service.

-La création d'un échelon motard à la DR de Lille :

Le DR se réjouit d'avoir réussi à convaincre la DG de la nécessité de réimplantation de motards dans la DR de Lille avec comme argument principal, la fin du travail comme nous le connaissons avec les observatoires en péril et les péages où l'on passera de plus en plus vite. Nous lui faisons remarquer que les OS avaient déjà dénoncé la suppression de ce service il y a 6 ans et que nous avons donc perdu bêtement au passage énormément d'expérience dans le domaine. Ce nouvel échelon sera composé de 6 motards : 3 emplois seront pris sur le PAE de Dunkerque (peloton d'Arras) en l'absence de volontaire arrageois pour un transfert, les emplois implantés à Arras seront rendus dans l'enveloppe nationale !! Les 3 autres emplois seront ponctionnés sur les effectifs de Lille donc AUCUNE création d'emploi !

Il va falloir maintenant trouver des volontaires au tableau de mutation ou faire appel à la Rochelle pour demander des sorties de stage.

Sur la proposition de la création d'un échelon motard à Lille, Les OS ont voté POUR, tout en dénonçant la perte de 3 emplois à Dunkerque et 3 transformations pour Lille.